

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN

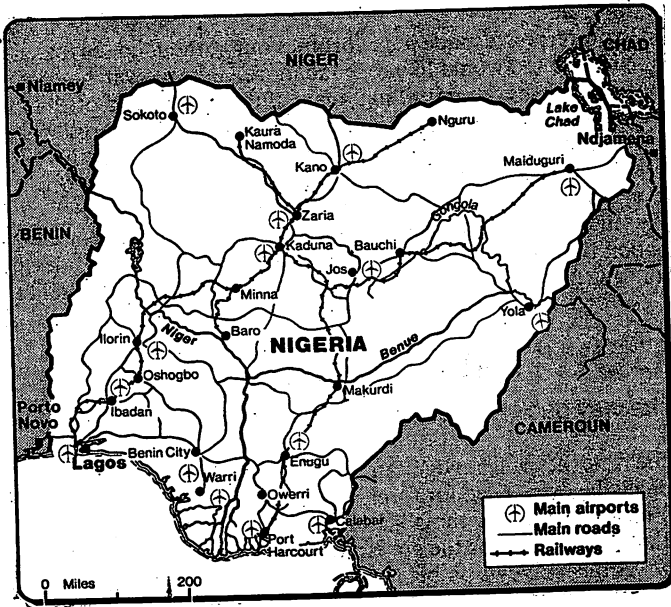
0241

0494

LE 22 NOVEMBRE 1992

N° 211

PRIX : 4 FF



N
I
G
E
R
I
A

LA DERIVE INTEGRISTE

N'EST PAS UNE FATALITE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2 : Editorial

é d i t o r i a l

Page 4 : Sénégal

NIGERIA

- Une riposte des travailleurs contre...

LA DERIVE INTEGRISTE N'EST PAS UNE FATALITE

- Les indépendantistes casamançais s'attaquent à un village.

Page 7 : Côte d'Ivoire

- Un gouvernement PDCI-FPI ...

Dans un Etat qu'ils contrôlent au nord du Nigéria, des intégristes musulmans viennent de prendre une série de mesures réactionnaires, symbole de leur politique rétrograde, obscurantiste qu'ils risquent d'imposer à l'ensemble de la population. Ils ont notamment décidé d'interdire l'exercice d'un métier à toute femme célibataire. Ils ont également interdit aux femmes de porter certains vêtements qui, selon eux, ne correspondent pas aux normes de l'islam.

Page 9 : Tchad

- Sous Déby, les crimes pour rackets continuent.

Page 10 : Pillage et famine en Afrique

Ce pouvoir réactionnaire, bien qu'il représente pour l'essentiel les féodaux du Nord, essaie de capitaliser à son profit l'exaspération, la colère des masses pauvres contre le pouvoir corrompu des galonnés à Lagos. Mais il détourne cette colère, il la canalise, au profit d'une politique abjecte, barbare, qui ramène la société en arrière au lieu de la faire avancer.

Page 11 : Immigration :

- Les familles "malien-nes" de Vincennes ...

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

Oui, le régime pourri de Lagos, au service d'une couche de riches qui s'enrichissent sur la misère de la population ; au service plus encore des puissances impérialistes qui pillent ce pays comme tant d'autres pays d'Afrique. Oui, ce pouvoir corrompu doit être combattu. Mais pas au nom de la barbarie intégriste, pas au nom du Coran, pas au nom du passé ! Car ces gens-là, si personne ne s'oppose à eux, imposeront à tous une dictature au moins égale sinon plus féroce que celle des galonnés corrompus au pouvoir. La dictature qu'ils prétendent imposer aux femmes, ils l'imposent par là même à tous, à toute la société !

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

Et évidemment, ils ne résoudreont pour autant aucun des problèmes des masses pauvres. La misère, la vie chère, le chômage, la dictature, tout cela n'a rien à voir avec la religion. Ce n'est pas en obligeant les femmes à s'habiller comme le voudraient les crétins qui

puisent leurs inspirations d'écrits datant d'une toute autre époque qu'on donnera à manger à ceux qui vivent aujourd'hui. Ce n'est pas en aggravant l'oppression de la moitié féminine de la population qu'on libérera ceux qui, dans la moitié masculine, appartiennent aux classes pauvres. Et on ne supprimera même pas la corruption, le pouvoir de l'argent. En Arabie Saoudite le pouvoir est entre les mains de féodaux qui se revendiquent d'un Islam traditionnel pur et dur, ce qui ne les empêche pas, eux, les détenteurs du pouvoir et de la richesse, d'être pourris d'argent et de vivre dans le luxe tout occidental sur la Côte d'Azur, à Paris ou à New York.

Les démagogues intégristes, lorsqu'ils s'adressent aux pauvres prétendent qu'il y a une voie islamique face au pouvoir de l'argent, face au capitalisme. Mais ils ne cherchent qu'à tromper les gens et à se servir de leur colère légitime pour les entraîner vers une nouvelle impasse et une nouvelle dictature. Dans tous les pays où règnent les mollahs, ou tout simplement des régimes militaires se drapant de l'islam, quelles que soient les prétentions des dirigeants, l'ordre islamique est en faveur des riches, de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme, son maître. C'est toujours la misère et la dictature pour la majorité.

Dans ces pays, c'est l'islam qui sert de justification à une dictature sauvage contre les opprimés en général en les maintenant sous la férule de ses lois, des traditions rétrogrades, comme la charia, l'infériorité officialisée de la femme, etc.

La religion est toujours l'allié de l'ordre capitaliste en ce sens qu'il obscurcit la conscience des populations et la détourne des causes réelles de leurs problèmes. Mais dans sa version intégriste, c'est un marche-pied pour l'installation de dictatures qui

pèsent sur toute la société, mais en particulier sur les classes exploitées.



Mais voilà aussi le sort que le capitalisme réserve à l'Afrique en général.

Du capitalisme, l'Afrique ne peut recevoir que les poubelles, c'est-à-dire, la famine, les maladies mais aussi la barbarie, sous forme d'intégrisme ou de luttes ethniques.

Alors, la pire des choses serait la démission, la capitulation, le fait de ne vouloir rien faire, d'accepter la dérive - la misère de plus en plus accrue, la dictature, l'intégrisme, l'ethnisme - dans laquelle l'Afrique se trouve aujourd'hui comme une fatalité, comme le sort auquel nos populations sont définitivement condamnées.

Il y a - et nous espérons, nous le souhaitons, il y en aura de plus en plus - là-bas en Afrique comme ici, dans l'émigration, des femmes, des hommes, qui ne veulent pas de cet avenir-là, de cette barbarie et que la montée de l'intégrisme inquiète. Mais cette montée ne peut pas être vraiment enrayée par les dictatures militaires (pas plus au Nigéria qu'en Algérie). Et de toute façon, ce serait vouloir combattre le choléra en contractant la peste. Elle ne peut pas être combattue non plus par les pleurnicheries des

milieux de l'intelligentsia libérale - si tant est qu'elle existe - par ses professions de foi pour la démocratie. Le mouvement intégriste qui recueille une partie de sa force en détournant la colère, l'aspiration au changement des classes pauvres, ne peut être combattu qu'au nom d'une politique qui offre aux classes pauvres la perspective opposée, celle de leur libération sociale, celle de l'égalité entre tous les hommes non pas dans les cieux inexistantes, mais ici-bas.

La seule perspective véritablement opposée à l'intégrisme, parce qu'opposée à toutes les formes de maintien des inégalités sociales, de l'exploitation, est celle de la lutte de classe consciente de la classe ouvrière, du prolétariat d'Afrique contre l'ordre capitaliste pour en finir avec cet ordre.

Nous en sommes loin ? Peut-être, mais ce n'est pas dit. Ce qui manque le plus, ce n'est pas la colère des classes pauvres; elle explose périodiquement, avant d'être détournée, ici, par les charlatans du "multipartisme", là, par les fanatiques de l'intégrisme, ailleurs, par ceux qui propagent la haine ethnique. Ce qui manque, c'est des partis qui défendent la perspective de la lutte de classe, la perspective de la libération sociale, la perspective d'une société plus juste, égalitaire où chacun pourrait manger à sa faim, vivre dans la dignité, et bénéficier des moyens techniques, de

l'éducation et de la culture de notre époque.

Des partis comme cela ne tomberont pas tout seul du ciel; il faut les préparer, qu'il y ait des gens qui militent dans cette perspective. Ceux qui sont convaincus que pour l'Afrique le capitalisme n'est et ne sera que misère et barbarie ont des choses à faire. Ici, dans l'immigration. Sur le sol africain. Ils sont peu nombreux aujourd'hui ? Sans doute. Mais il faut un début à tout. Quelques centaines d'hommes, dans certaines circonstances, peuvent changer la face d'un pays, d'un continent, non pas du fait de leur propre force, mais s'ils sont là pour commencer, jusqu'à ce que leurs idées, les idées de la révolution sociale, les idées du communisme, s'emparent des classes exploitées dont elles représentent les intérêts.

La seule alternative face à la dictature des intégristes, c'est l'organisation et les luttes des masses pauvres de tous les pays, toutes les ethnies, toutes les régions, toutes les religions contre l'exploitation capitaliste et l'oppression. Sans une telle perspective pour l'émancipation des exploités, les conditions de vie des populations pauvres ne feront qu'empirer et la bourgeoisie nigériane ou tout simplement africaine cherchera toujours à dévoyer la colère et les luttes des masses vers de nouvelles impasses.

SENEGAL

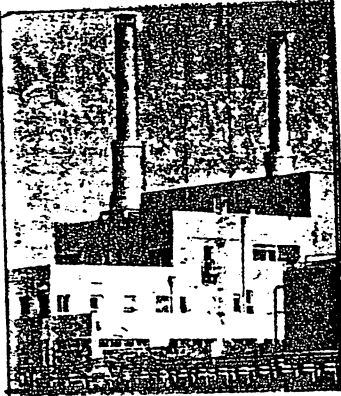
UNE RIPOSTE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA DEGRADATION DE LEURS CONDITIONS DE VIE

Durant trois jours, du 28 au 30 octobre, suite à une grève déclenchée par l'UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes du

Sénégal), toute la ville de Dakar et ses environs était privée d'eau, d'électricité et de téléphone. Les habitants ont été obligés durant ces

trois jours de s'éclairer à la bougie et de se contenter de l'eau des puits. Faute d'électricité, les boulangeries ne fabriquaient plus de pain. Même la télévision était restée noire.

L'UNSAS voulait au départ se contenter d'une "journée d'action" de 24 heures. Mais de fait, le mouvement impulsé s'est radicalisé et s'est transformé en grève illimitée, notamment à cause de l'arrestation, pour fait de grève, de 7 agents de la SENELEC (la compagnie d'électricité) et des deux femmes du secrétaire général de l'UNSAS.



Le point de départ des "journées d'action" lancées par l'UNSAS était la lutte pour la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Parmi ces revendications figurent : la revalorisation de la fonction du personnel hospitalier par la révision de leur statut, la réintégration des 10 travailleurs de la CSS (Compagnie Sucrière du Sénégal) licenciés pour avoir voulu forcer les portes de l'usine afin d'obtenir une rencontre avec la direction, en compagnie des dirigeants nationaux du syndicat. Ils exigent aussi la réintégration des 77 travailleurs de AFRICAMER, licenciés depuis un an, ainsi que la démission du Directeur général de la Sénélec qu'ils accusent de s'enrichir sur le dos de la société et de négocier en secret la privatisation de la Sénélec.

C'est depuis plusieurs mois que les employés du service public (plus particulièrement dans la Santé et dans l'Education Nationale) revendiquent et font la grève pour protester contre le licenciement et contre la dégradation du service public. Dans les hôpitaux publics par exemple c'est depuis août dernier que des "grèves perlées" ont commencé. Aujourd'hui, devant le mutisme des autorités face à leur revendication, ils menacent de ne pas travailler deux jours par semaine (le lundi et le vendredi) et de ne plus effectuer les services de garde.

Les représentants du gouvernement n'ont à la bouche que des arguments du genre : "les grévistes sont des criminels" parce qu'ils "prennent la population en otage", qu'ils "sabotent les services publics" etc... En réalité c'est le gouvernement qui prend la population en otage en réduisant les budgets du service public, en licenciant, en bloquant les salaires. Ce sont les consignes données par le FMI en échange de nouveaux crédits ou du simple "reéchelonnement" de la dette. Et c'est depuis des années que Diouf, en bon serviteur de l'impérialisme, applique, la politique d'austérité prônée par les banquiers internationaux. Ces derniers trouvent qu'il y a trop de fonctionnaires au Sénégal, que les hôpitaux et les écoles qui sont déjà en piteux état sont encore trop "luxueux" et qu'il faut encore réduire leurs budgets tout comme ceux des secteurs publics qui remplissent des fonctions utiles à la population. C'est le cas par exemple des voiries, des dispensaires, des maternités, etc...

Dès le début de cette grève, Diouf a voulu jouer au dur en arrêtant des grévistes et en licenciant 67 d'entre eux. En réprimant ainsi les grévistes il

croyait mettre fin au mouvement. Mais c'est le contraire qui s'est produit. Le mouvement n'a fait que durcir. Le gouvernement a été obligé de faire marche arrière en libérant, le 30 octobre, ceux qu'il avait arrêtés deux jours auparavant et en promettant qu'il allait être "clément" si les grévistes reprenaient le travail. Les députés du PDS ainsi que ceux de la CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal, liée au PS de Diouf) ont été mis à contribution pour jouer les "médiateurs".

Après trois jours, le travail a repris dans l'électricité et la distribution de l'eau mais les travailleurs ont montré qu'ils peuvent, par la lutte, faire entendre leur voix. Le licenciement, les blocages de salaire, le délabrement du service public, et l'aggravation des conditions de vie

des pauvres, ne sont pas des fatalités. Si les travailleurs sont mobilisés et organisés, ils peuvent inverser le rapport de force.

Les travailleurs en grève ont déjà fait reculer le gouvernement en obtenant la libération de leurs camarades et en acceptant de "négocier". Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas s'ils ont obtenu d'autres concessions de la part des autorités telle que la réintégration des licenciés ou l'acceptation des 5 points de leurs revendications. Mais ce qui est sûr c'est que c'est dans cette voie-là, c'est-à-dire dans celle de la lutte, que les travailleurs peuvent espérer quelque chose pour l'amélioration de leur sort. Voilà pourquoi on doit saluer cette grève qui, malgré ses limites, est un exemple pouvant inspirer d'autres travailleurs.

LES INDEPENDANTISTES CASAMANCAIS S'ATTAQUENT A UN VILLAGE

Ces derniers jours, un groupe armé du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance) s'est attaqué à un village de pêcheurs de la Casamance près de Cap Skiring. 28 personnes ont été tuées, des maisons incendiées, et les habitants -ceux qui avaient la chance d'échapper au massacre- ont fui en laissant leurs biens; certains par la mer, d'autres sont allés se réfugier en Gambie. Il semblerait que le commando du MFDC avait choisi ses victimes parmi les habitants non diola, c'est-à-dire parmi ceux qu'il qualifie de "nordistes" (Peuhls, Sérères, Wolofs, etc...).

Par ce massacre, le MFDC veut certainement pousser l'armée sénégalaise à intervenir militairement dans cette région et

créer ainsi un fossé entre la Casamance et les autorités établies à Dakar. En prétendant lutter pour l'indépendance de la Casamance, en attaquant des civils non casamançais, le MFDC crée un fossé entre la population diola et non diola.

Ainsi, le MFDC cherche à créer une opposition ethnique entre, d'un côté, les Diolas et de l'autre, les Peuhls, Wolof, Sérères qui habitent cette région du Sénégal depuis plusieurs générations pour certains d'entre eux.

Il est sûr que dans ce coin comme ailleurs la population travailleuse, paysans, ouvriers, petits fonctionnaires de l'Etat, subissent le même sort. C'est le

licenciement, les bas salaires, la vie chère, avenir incertain pour les jeunes. Les responsables de cette situation, ce sont les dirigeants de l'Etat en place, ce sont les Etats capitalistes comme la France qui les soutiennent.

Le morcellement de l'Afrique résulte du découpage arbitraire. Rajouter des frontières supplémentaires en prônant la création d'un nouvel Etat comme le préconisent les indépendantistes casamançais, ne résoudrait aucun des problèmes dont souffre cette région, bien au contraire. Et il est certainement plus efficace de s'attaquer à la racine du mal en rassemblant toutes les couches opprimées de la population, sans distinction ethnique ou religieuse, contre leurs oppresseurs communs.

Mais si les habitants de la Casamance se sentent plus lésés au

point de vouloir créer un pays à part, indépendant, libre à eux de le faire si c'est cela leur désir.

Mais les dirigeants du MFDC ne s'intéressent pas du tout au problème et aux aspirations de la population qu'ils prétendent représenter.

La soi-disant démocratie de Diouf n'est qu'une démagogie. On a vu tout dernièrement son armée à l'oeuvre en Casamance pour réprimer sauvagement dans les régions soupçonnées d'être favorables aux indépendantistes. Il y a eu plusieurs dizaines de morts. Mais ce qui est sûr, c'est que l'Etat que les dirigeants du MFDC veulent créer en Casamance ne sera pas différent de celui des dirigeants de Dakar ou de n'importe quel pays d'Afrique. Leurs agissements actuels le démontrent.

COTE D'IVOIRE

UN GOUVERNEMENT FPI-PDCI POUR IMPOSER DE NOUVEAUX SACRIFICES

Le FPI ne rate pas une occasion pour montrer qu'il est d'accord sur l'essentiel avec le PDCI et qu'il est prêt à gouverner avec celui-ci. C'est ce qui ressort notamment de l'émission télévisée "A La Une" (TV1) du 5 novembre dernier, dont l'invité était L. Gbagbo, secrétaire général du FPI.

Ainsi, répondant aux questions des journalistes, il a préconisé la "décentralisation" pour permettre à chaque région d'être responsable de son développement. Mais comme il l'a reconnu lui-même, cette idée n'est pas nouvelle, puisque le PDCI avait déjà adopté dans ce sens une loi

(jamais appliquée) en 1961. Sur les autres questions économiques, on cherchera en vain une différence entre les deux partis. Même sur celle des privatisations tant décriées en son temps par le FPI, Gbagbo dit que, finalement, il était d'accord et qu'il n'y reviendrait pas s'il arrivait au pouvoir.

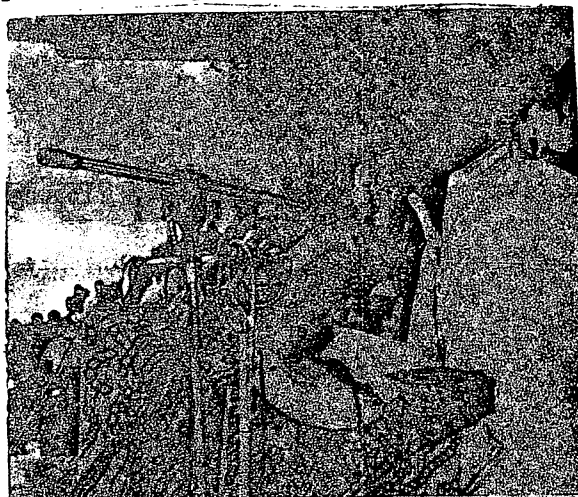
Fondamentalement, il n'y a donc rien qui empêche les deux partis de gouverner ensemble. Gbagbo dit même, en des termes à peine voilés, que si le gouvernement actuel est dissous et remplacé par un autre dirigé par exemple par Konan Bédié, son parti serait prêt à y participer. C'est

pourquoi le FPI essaie de convaincre le PDCI et, par dessus celui-ci, le FMI et la Banque mondiale, que les Ivoiriens seraient prêts à accepter tous les sacrifices -y compris par exemple la réduction de 50% de leurs salaires- de la part d'un nouveau gouvernement auquel ils auraient confiance.

D'ailleurs le mois dernier, ce n'est pas pour rien que L. Gbagbo a vivement applaudi le président de l'Assemblée nationale, Konan Bédié, pour avoir proposé l'idée d'un emprunt national "forcé ou pas". Or cette proposition qui fait son chemin et qui risque d'être appliquée -s'il n'y a aucune réaction des travailleurs- n'est rien d'autre qu'une réduction des salaires; et les travailleurs auront toutes les raisons de s'y opposer.

Comme on le voit, le FPI est d'accord pour que le gouvernement diminue le pouvoir d'achat des travailleurs et leur impose encore d'autres "sacrifices" au nom de la crise - mais à cette seule condition qu'il soit associé au pouvoir. Tout dépend donc du PDCI. Pour le moment, il ne juge pas opportune la formation d'un "gouvernement PDCI-FPI", mais il n'est pas dit qu'il n'y aura pas recours, si demain cela

s'avère nécessaire pour imposer de nouvelles mesures d'austérité. Mais dans le cas où le PDCI ne fait pas appel à lui, le FPI espère bien gagner les élections présidentielles... de 1995. Le parti de Gbagbo a deux voies pour accéder au pouvoir, mais il n'a qu'une politique: l'austérité pour les populations pauvres.



En tout cas, les travailleurs, sont prévenus. Ils ne doivent pas se faire d'illusions ni sur le FPI, ni sur aucun autre parti, fût-il de l'opposition. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et sur leur propre mobilisation pour se défendre contre la vie chère, le chômage, les licenciements et toute diminution de salaires.

SIPE ET CI-TELECOM LA GREVE, UN BON MOYEN DE NEGOCIATION

Le 28 octobre dernier, les travailleurs de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE) et ceux de CI-TELECOM ont déclenché une grève pour revendiquer l'augmentation des salaires et d'autres avantages sociaux. Au bout de deux jours de grève, ils ont obtenu satisfaction.

Cette grève a été imposée en fait à la direction syndicale par

les travailleurs. En effet, le 26 octobre, le SYNAPOSTEL (Syndicat National des Poste et Télécommunication) a d'abord commencé par négocier avec les patrons des deux sociétés. Mais les discussions traînaient en longueur. Elles ont duré deux jours -sans résultat! C'est alors que bon nombre de travailleurs ont interrompu le travail pour aller voir comment se passaient les négociations.

C'était le point de départ d'une grève qui a contribué à abrégé les discussions et donc à économiser la salive. Les accords signés prendront effet à partir de janvier prochain. Les travailleurs ont obtenu le principe d'une révision à la hausse de leurs salaires, ainsi que des avantages sociaux tels que des "indemnités contributives au logement" et l'octroi des "secours remboursables

sur une période de dix mois". Ils n'ont pas, en revanche, obtenu la suppression des "salaires hors grille" qui permettent aux patrons de s'octroyer des salaires exorbitants. Mais ils sont quand même satisfaits d'avoir fait reculer ces derniers.

Comme quoi, dans les négociations, la grève a un poids déterminant.

TCHAD SOUS DEBY

LES CRIMES POUR RACKETS CONTINUENT

En matière de crimes crapuleux, d'exactions et de rackets des populations, le régime d'Idriss Déby n'a rien à envier à l'ancien, celui de Hissen Habré. Les rackets sont érigés en méthode de gouvernement; ils sont organisés en haut lieu.

Un témoin qui a failli laisser sa peau lors d'une "descente" pour racket raconte : "Les combattants zakhawa, tribu du dictateur Déby, montent leur sale coup à la tombée de la nuit (21 heures) jusqu'à 3 heures. Ils opèrent à 5 ou 6 personnes, armés jusqu'aux dents. Ils se déplacent en voiture militaire, équipée de lance-mortier comme s'ils allaient en guerre. Bien renseignés auparavant sur la prochaine victime, sur sa richesse, ses habitudes, les combattants encerclent sa "concession", forcent la porte d'entrée et somment les occupants de sortir. Si rien ne se passe, ils cassent la porte de la chambre emportent tous les objets de valeur (argent, bijoux en or); ils exécutent un ou deux témoins gênants s'il y en a, pour éviter d'être dénoncés"

"Pour le vol de moto, l'opération se passe le plus souvent

dans la rue. Les gens de Déby suivent de loin le conducteur. Dans un coin sombre ou non éclairé, ils se rapprochent de lui et tirent. Le conducteur tombe et les agresseurs ramassent son engin. Quant au vol de voiture, ils ne tirent pas sur le chauffeur tout de suite. Ils stoppent la voiture, font sortir l'occupant et le tuent froidement. Ainsi tout risque d'abîmer la voiture est écarté.



L'opération racket terminée, les 5 ou 6 malfaiteurs se partagent le "butin" de leur forfait; les motos et voitures sont revendues dans le nord du pays mais surtout au Soudan. Il arrive parfois que des policiers ou gendarmes n'appartenant

pas à la tribu soient au courant de l'opération. Alors "bouche cousue" s'ils tiennent à leur vie.

Devant l'aggravation de l'insécurité à N'Djaména et dans les autres villes, devant les conditions de vie de plus en plus difficiles des petites gens, il y a des personnes qui pensent que sous le

régime de Habré, c'était mieux. Ils disent par exemple que Habré était un sanguinaire mais lui au moins versait tant bien que mal les demi-salaires; avec lui, on avait au moins à manger. Pour qu'il se trouve des gens qui disent que sous le régime de Habré, c'était mieux, c'est que le gouvernement de Déby est vraiment pourri.

PILLAGE ET FAMINE EN AFRIQUE

LES CONSEQUENCES DE LA BARBARIE CAPITALISTE

Ces derniers temps, il ne se passe pas un seul jour où les chaînes de télévision ne montrent pas la triste réalité relative aux conditions de vie désastreuses en Afrique. Des milliers de personnes désespérées qui, pour fuir la guerre et la misère, se retrouvent dans des embarcations de fortune, en pleine mer, privées d'eau et de nourriture. Certaines d'entre elles, squelettiques et rongées par la faim, tentent de survivre en mangeant n'importe quoi. D'autres s'embarquent clandestinement dans des bateaux. Dans ce cas, lorsqu'elles sont découvertes par l'équipage, comme ce qui vient de se passer il y a quelques jours, elles sont impitoyablement battues et jetées à la mer.

Comment ne pas être indigné par le sort de ces personnes? Comment ne pas être indigné par les commentaires et les déclarations de certains responsables politiques occidentaux et autres qui disent que les moyens font défaut pour aider efficacement ces "pauvres malheureux".

Dire que les moyens

manquent pour permettre à ces milliers de gens de manger correctement à leur faim, de vivre la vie de tout le monde, est un grossier mensonge.



Les moyens justement ne manquent pas. Ce que l'humanité peut produire de nos jours, suffit amplement à nourrir la planète toute entière. Mais ce qui est produit ne tient pas compte des besoins réels des populations. La seule chose qui compte pour les sociétés capitalistes, c'est le profit. Alors, on n'hésite pas à détruire le surplus des produits alimentaires

(lait, pomme, sucre...par exemple) pour ne pas faire chuter les prix. Car les prix qui chutent, c'est un manque à gagner pour les capitalistes. Donc ils préfèrent les détruire plutôt que de les donner aux nécessiteux. Ainsi d'un côté il y a "trop" de marchandises, alors que de l'autre, des millions de personnes manquent du minimum vital; y compris dans les pays riches.

Dans le système capitaliste, tout se vend, tout s'achète. Ceux qui n'ont pas de l'argent pour se nourrir n'ont qu'à crever. C'est cela la dure loi de ce système barbare.

Alors comment ne pas être indigné quand des représentants d'organismes internationaux et les

commis de l'impérialisme parlent hypocritement d'organiser des colloques afin d'essayer de trouver des solutions adéquates à la misère et au sous-développement dans le Tiers-Monde?

Les maux dont souffrent aujourd'hui les populations pauvres d'Afrique sont causés par le capitalisme qui continue de piller ce continent. Ni les colloques, ni les miettes laissées aux populations africaines sous forme d'aides ou autres ne résoudreont les problèmes des pauvres en Afrique.

Seule la voie de la lutte de tous les déshérités d'Afrique contre le système capitaliste qui les exploite peut leur permettre de se libérer des maux dont ils souffrent.

IMMIGRATION

MEMES EPARPILLEES, LES FAMILLES DE L'ESPLANADE DE VINCENNES NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Rien n'est réglé pour les familles africaines, en majorité maliennes, expulsées manu militari le 29 octobre dernier de l'esplanade de Vincennes par les forces de police. Elles sont réparties en plusieurs endroits, notamment à Meudon et Nicolas Flamel (hébergement d'urgence), Limeil, Nanterre et Ivry (Hôpitaux), Montreuil et Marcadet (foyers). Ainsi éparpillées à Paris et en banlieue, ces familles errent de foyer en foyer, d'hôtel en hôtel ou sont provisoirement parquées dans des locaux hâtivement aménagés pour les accueillir (Algéco à Ivry)

Ces familles africaines avaient eu le malheur de faire confiance en une certaine organisation, le Conseil des Maliens en France,

dirigé par Sidibé Makan, un opportuniste qui ambitionne de devenir ministre dans l'actuel gouvernement malien.

Makan avait signé avec le préfet de région un protocole d'accord prévoyant le relogement provisoire des familles maliennes et la levée totale du camp. Et cela sans le consentement des intéressés eux-mêmes. Cet accord n'avait pas du tout pris en compte les revendications principales des familles qui campaient depuis quatre mois sur l'esplanade de Vincennes: relogement décent et définitif à Paris ou dans les environs et inscription de leurs enfants dans les écoles.

Ecoeurées, les familles

"maliennes" ont crié à la trahison. Réunies en assemblée, elles ont interdit à Makan de remettre les pieds dans l'esplanade; elles ont retiré le mandat confié à ce dernier pour parler en leur nom.



Les travailleurs et leurs familles ont élu eux-mêmes des nouveaux délégués pour continuer leur lutte; ils ont décidé de la diriger eux-mêmes. Cependant la division s'était déjà installée dans le camp même entre les partisans d'un relogement provisoire (Makan)

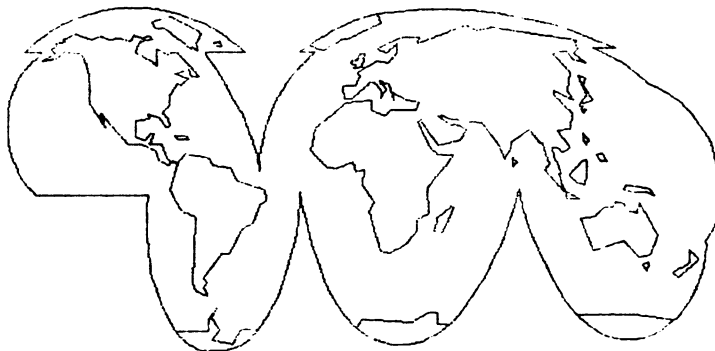
et ceux d'un relogement décent et définitif.

Les autorités françaises, se fondant sur le protocole d'accord signé avec le CMF, ont refusé de reconnaître les nouveaux délégués et de reprendre les négociations. La suite, on le sait, sept cents CRS et policiers débarquèrent le 29 octobre au camp de Vincennes pour expulser tous les occupants.

Signalons en passant le rôle peu reluisant de Koffi Gnamgnan qui a justifié cette mesure par des "raisons humanitaires", Car les enfants, a-t-il dit, risquaient de prendre froid à l'approche de l'hiver. Quel cynisme!

En les répartissant arbitrairement en plusieurs endroits, les autorités croyaient mettre un terme à la lutte des familles de Vincennes. Erreur. Mêmes divisées et disséminées aux quatre coins de Paris et sa région, ces familles n'ont pas baissé les bras. Courageusement elles continuent de donner du fil à retordre aux responsables politiques du gouvernement dit socialiste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.